

Ban Ki-moon appelle à l'aide pour la Somalie

Source AFP Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a lancé un appel aujourd'hui à l'aide accrue de la communauté internationale à la Somalie, confrontée à deux décennies de guerre civile, au phénomène de la piraterie en haute mer et à la sécheresse. "La situation en Somalie exige une attention urgente", a-t-il dit lors d'une réunion spéciale du Conseil de sécurité. "Les gains militaires du gouvernement fédéral de transition (TFG) et de l'Amisom (les forces de l'Union africaine, ndlr) sont fragiles. La situation humanitaire est dure. Les violences continuent de sévir", a souligné M. Ban. Il a noté que des dizaines d'hommes de l'Amisom originaires du Burundi et de l'Ouganda avaient péri dans des affrontements. Le chef de l'ONU a néanmoins relevé que le TFG et l'Amisom avaient aussi étendu leur sphère de contrôle face aux milices islamistes shebab à Mogadiscio et dans le sud du pays. "Nous devons les aider à conserver ces gains de façon à établir la sécurité et apporter les services de base, une aide humanitaire et un soutien à la reconstruction", a expliqué M. Ban, appelant "les pays membres à augmenter leurs contributions" à l'Amisom. UN News Centre, 10 mars 2011

Somalie : face aux violences et à la crise humanitaire, Ban Ki-moon appelle à agir

Devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a de nouveau tiré la sonnette d'alarme jeudi sur la situation humanitaire et sécuritaire en Somalie appelant d'urgence la communauté internationale à assister les institutions de transition à lutter contre les groupes armés, la piraterie et les ravages sans précédent de la sécheresse qui sévit dans l'ensemble du pays. « La situation demande une attention urgente. Les progrès militaires réalisés par la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) sont fragiles. La situation humanitaire est terrible. La violence continue de faire rage », a déclaré jeudi Ban Ki-moon devant les 15 membres du Conseil de sécurité. « Au regard des appels à la bonne gouvernance et de l'aspiration à une vie décente provenant d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, les attentes vont aussi commencer à se faire entendre en Somalie », a-t-il prévenu. Pour Ban Ki-moon, il est aujourd'hui nécessaire d'assister d'urgence le Gouvernement fédéral de transition somalien qui est en train de gagner le contrôle de nouveaux territoires, notamment au sud du pays. « L'AMISOM serait bien plus efficace avec plus de ressources y compris des hélicoptères et un soutien dans le secteur du renseignement et la surveillance », a affirmé le chef de l'ONU. « Construire une force viable repose autant sur le nombre de soldats que sur les moyens pour les soutenir », a-t-il ajouté. Le Secrétaire général de l'ONU a souligné que le Gouvernement fédéral de transition était parvenu à une relative stabilité ce qui offre une opportunité pour la communauté internationale de redoubler d'efforts. Citant le rapport de son Conseiller pour les questions juridiques liées à la piraterie au large des côtes somaliennes, Jack Lang, Ban Ki-moon a tiré la sonnette d'alarme sur la nécessité d'agir contre le phénomène. Dans son rapport, Jack Lang proposait notamment la création de deux « juridictions spécialisées », l'une au Puntland, l'autre au Somaliland, ainsi que la construction à court terme d'une prison dans chacune de ces deux régions, et d'autre part la mise en place pendant une période de transition d'une juridiction extraterritoriale, qui pourrait être basée à Arusha, en République-Unie de Tanzanie, où siège le Tribunal pénal international pour le Rwanda. Dans son rapport, il a évalué à environ 25 millions de dollars le prix de ces initiatives. Un coût qu'il a qualifié de « relativement modeste par rapport au coût total de la piraterie estimé à 7 milliards de dollars ». Soulignant l'importance « essentielle » du soutien international pour la formation des juges, procureurs, avocats et gardes pénaux somaliens, le Conseiller a souligné que « l'ONU, mais aussi l'Union africaine, l'Union européenne et d'autres organisations devraient y contribuer ». Dans son exposé, le Chef de l'ONU a ensuite insisté sur l'augmentation du nombre de victimes civiles causée par les affrontements ainsi que du nombre de déplacés qui fuient leurs villages non seulement à cause de violences mais aussi à cause de la sécheresse. Selon les dernières estimations, 2,4 millions de personnes sont affectées par la sécheresse en Somalie et 32% ont besoin d'une assistance humanitaire. L'appel humanitaire de l'ONU pour financer les opérations humanitaires en Somalie s'élève à 539 millions de dollars. Seulement un quart de cette somme a aujourd'hui été récolté, a déclaré le Secrétaire général de l'ONU devant le Conseil de sécurité. « En travaillant tous ensemble, nous pouvons établir les conditions à partir desquelles les Somaliens peuvent sortir leur pays des violences et accéder à un avenir libre de la peur », a-t-il conclu.